

Claude Charon, conseiller municipal à St Affrique, moi-même conseillère régionale, élus communistes, tenons à réagir sur l'annonce d'un hôpital commun à Millau et St Affrique.

Tout d'abord préciser, que ce projet n'est pas validé par tous les élus du Sud-Aveyron, mais seulement par des élus de gauche et de droite qui renoncent, qui capitulent, qui renient les grandes mobilisations et les luttes pour que vivent nos deux hôpitaux publics de proximité.

La présentation pour le moins euphorique de ce projet que l'on tente de nous revendre, ne parvient pas à masquer d'énormes contre vérités.

On nous dit que ce projet devra être défendu au Ministère de la santé.

C'est grotesque puisque ce projet est imposé par ce même ministère et qu'il s'inscrit dans le cadre de la loi Bachelot !

D'ailleurs, par qui a été nommé le nouveau directeur qui avoue être là pour imposer le projet ?

On nous dit et c'est hélas vrai, que nos deux hôpitaux sont financièrement dans le rouge.

C'est le cas de près de 80% des hôpitaux publics en France, comment peut-il en être autrement, quand on sait que toutes les décisions gouvernementales les asphyxient toujours un peu plus.

Ils doivent « faire du chiffre » et surtout être rentables !

On nous dit qu'au 1^{er} Janvier 2010, la pérennité des hôpitaux publics sera subordonnée aux équilibres financiers. C'est vrai, puisque c'est le moyen choisi par Sarkozy pour fermer de nombreux hôpitaux de proximité et supprimer 20 000 emplois !

Nous avons donc 2 hôpitaux dans le rouge.

Et Messieurs Durand et Fauconnier nous expliquent que l'on va faire un hôpital neuf en conservant les 2 sites de Millau et de St Affrique et qu'ainsi par miracle, on retrouverait l'équilibre.

C'est vraiment prendre les Sud-Aveyronnais pour des idiots !

Qui plus est, quelle considération ont-ils pour les membres des conseils d'administration informés par les médias ?

Appliquent-ils déjà la loi Bachelot qui supprime les C.A. ?

Et le personnel ? A tous les niveaux, les salariés se posent à juste titre des questions. Comment va-t-on intégrer les salariés de St Côme ?

Que vont devenir les précaires qui pour certains se dévouent depuis des années, sans être titularisés ?

La vérité, c'est que Messieurs Durand et Fauconnier reprennent aujourd'hui le projet qu'ils avaient combattu il y a quelques années.

Monsieur Fauconnier va-t-il balayer d'un revers de main le combat exemplaire des populations pour garder leur hôpital à St Affrique ?

Monsieur Durand fait sien le projet de Messieurs Rouve et Godfrain.
Cela devient pour lui, après le projet capelle, une triste habitude !

Il condamne ainsi les luttes menées par le collectif Millavois de défense de l'hôpital dont le président n'est autre que son ancien maire Gérard Deruy !
La vérité, c'est que ces élus capitulent devant la loi Bachelot.

Ils préparent un recul sanitaire inadmissible pour le Sud-Aveyron, une baisse de l'offre de soins accompagnée d'importantes réductions de personnels.

Ils le cachent par une communication euphorique mais mensongère.

Compte tenu des travaux réalisés sur les 2 sites, ils cautionnent un gâchis financier insupportable.

Contrairement à ce qu'ils affirment, cela ne fait pas honneur à la politique.

Comme le dit Monsieur Durand, « certains en avaient parlé (à droite), eux l'ont fait ».

Oui, ils ont fait le sale boulot de la droite.

Quand on est de gauche, on refuse d'appliquer, surtout dans un domaine aussi sensible que la santé, l'hôpital, les choix ultralibéraux de la droite.

On rassemble, on unit pour combattre.

D'autant que l'argent existe, non seulement pour maintenir, mais aussi pour moderniser tous les hôpitaux publics.

En peu de temps, Sarkozy a su mobiliser 360 milliards d'euros pour les banques.

Quand on est de gauche, on ne fait pas le choix du profit, de la rentabilité surtout quand ils s'agit de notre santé, de nos vies.

Nous lançons un appel aux salariés, aux organisations syndicales, aux usagers afin qu'ils expriment leur refus de voir disparaître nos 2 hôpitaux publics de proximité.

Nous appelons à la mobilisation, à un front du refus, mais aussi à un front de lutte pour des moyens en faveur du service public de santé et de la défense des emplois.

Il est temps que cesse « le cinéma » qui évite de poser les vraies questions, mais qui coûte cher !

Un coup je fusionne, le lendemain je défusionne, puis je convole sur un site commun.

Ca suffit, d'autant que si nous laissons faire, les conséquences seront graves.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le nouvel hôpital sera très vite dans le rouge, la loi Bachelot s'appliquera avec un seul plateau technique à Rodez, des bâtiments neufs à St Georges payés avec l'argent public, cédés ensuite au privé.

Oui, il est vraiment temps, ensemble St Affricains et Millavois de dire ça suffit !